

## **SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 17 JUIN 2008**

**Présents** : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;  
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; DURIEUX J., Echevins;  
PIGEON M., HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G, POTTIEZ P., MAUROY-MOULIN-  
STALPAERT P., BREUSE E.; SENECAUT M., MULLER L., ROBETTE-DELPUTTE F.,  
VANDERKEL A., DELHAYE-DEBAUQUE I, MORCRETTE C., DECAMPS P.;  
Conseillers;

DELHAYE Michel, Secrétaire Communal.

-----  
Monsieur LEURIDANT est excusé.

### **1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 20 MAI 2008 – PARTIE PUBLIQUE - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Approuve, par 18 voix pour et 2 voix contre, le procès-verbal de la séance du 20 mai 2008 – partie publique.

### **2. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 27 MAI 2008 – PARTIE PUBLIQUE - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Approuve, par 14 voix pour et 6 abstentions, le procès-verbal de la séance du 27 mai 2008 – partie publique.

### **3. FINANCES – FABRIQUE D'EGLISE SAINT-JEAN A MASNUY-SAINT-JEAN – COMPTE 2007 - AVIS**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le Compte 2007 se clôture au montant de 15.904,82 € en recettes et 21.030,53 € en dépenses, soit un déficit de 5.125,71 €. L'intervention communale est de 8.815,99 € au service ordinaire et 6.000,00 € au service extraordinaire.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable, par 18 voix pour et 2 abstentions, sur le Compte de l'exercice 2007 de la Fabrique d'église Saint Jean à Masnuy-Saint-Jean.

-----

#### **4. FINANCES – FABRIQUE D’EGLISE SAINT-BARTHELEMY A ERBAUT – COMPTE 2007 - AVIS**

Monsieur MULLER demande si Monsieur EGELS ne devrait pas se retirer pour ce point.

La Présidente répond que depuis le début de son mandat, Monsieur EGELS, a toujours demandé s’il devait quitter la séance et l’assemblée a toujours répondu par la négative.

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le Compte 2007 se clôture au montant de 16.160,05 € en recettes et 9.742,74 € en dépenses, soit un excédent de 6.417,31 €. L’intervention communale est de 11.342,90 € au service ordinaire.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable, par 18 voix pour et 2 abstentions, sur le Compte de l'exercice 2007 de la Fabrique d'église Saint Barthélemy à Erbaut.

-----

#### **5. REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LE ROULAGE – CHAUSSEE BRUNHAULT A MASNUY-SAINT-PIERRE – SECTION COMPRISE ENTRE LE CHEMIN DES MOUZETTES ET LE CHEMIN DE FER - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la loi relative à la police de la circulation routière;

**Vu** le règlement général sur la police de la circulation routière;

**Vu** l’arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Considérant** l’avis émis par la Division de la Programmation et de la Coordination des Transports de la Région Wallonne le 16 mai 2008;

**Considérant** que la mesure s’applique à la voirie communale;

**Sur** proposition du Collège communal;

**DECIDE d’approuver l’unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Dans la Chaussée Brunehaut, la vitesse maximale autorisée est limitée à :

- 70 km/h entre le n° 38 et le chemin des Mouzettes;

- 50 km/h entre le chemin des Mouzettes et le chemin de fer;

**Article 2 :** Cette mesure sera matérialisée par le placement de **signaux C43 (70km/h), C45 (70km/h) et C43 (50km/h).**

**Article 3:** Le présent règlement sera soumis à l'approbation de la Direction de Coordination des transports de la Région Wallonne.

-----

## **6. REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LE ROULAGE – CHEMIN DU PRINCE ET RUE ROUGE A TRIAUX A ERBISOEUL - APPROBATION**

Monsieur HALLOT fait remarquer que des panneaux, encore sur place, ne sont plus d'actualité.

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la loi relative à la police de la circulation routière;

**Vu** le règlement général sur la police de la circulation routière;

**Vu** l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Considérant** l'avis émis par la Division de la Programmation et de la Coordination des Transports de la Région Wallonne le 16 mai 2008;

**Considérant** que la mesure s'applique à la voirie communale;

**Sur** proposition du Collège communal;

**DECIDE d'approuver à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Dans le Chemin du Prince :

- entre le n°146 et la rue Rouge à Triaux, les mesures relatives à l'arrêt et au stationnement sont abrogées;
- L'arrêt et le stationnement sont interdit, du lundi au vendredi, de 7h00 à 16h00 :
  - du côté pair, entre les n° 146 et 156;
  - du côté impair, entre le 121 et la rue Rouge à Triaux;
- Côté impair, un emplacement de stationnement est réservé aux bus scolaires, juste après le passage pour piétons situé à hauteur de l'école, sur une longueur de 15 mètres.

**Article 2 :** Ces mesures seront matérialisées par le placement de **signaux E3** avec panneau additionnel reprenant la mention « DU LUNDI AU VENDREDI – DE 7 H00 A 16H00 » et flèches montantes, descendante et double, **E9d** avec panneau

additionnel reprenant la mention « BUS SCOLAIRE » et flèche montante sur « 12 m ».

**Article 3 :** La zone 30 abords écoles existant dans le chemin du Prince entre le n°121 et la rue Rouge à Triaux est abrogée.

**Article 4 :** Une zone 30 abords écoles est délimitée comme suit :

- chemin du Prince, entre les n° 121 et 140;
- rue Rouge à Triaux (dans sa totalité).
- 

**Article 5 :** Cette mesure sera matérialisée par le placement de **signaux A23** avec panneau de distance ad hoc, **F4a et F4b**.

**Article 6 :** Le présent règlement sera soumis à l'approbation de la Direction de Coordination des transports de la Région Wallonne.

-----

## **7. I.G.R.E.T.E.C. – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 27 JUIN 2008 – APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Considérant** l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale I.G.R.E.T.E.C.;

**Considérant** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Considérant** que la Commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal; qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune à l'Assemblée générale ordinaire de l'I.G.R.E.T.E.C. du 27/06/2008;

**Considérant** que, conformément à l'article 1523-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, chaque commune dispose à l'assemblée générale d'un droit de vote déterminé par les statuts ou le nombre de parts qu'elle détient; que les délégués de chaque commune et, le cas échéant de chaque province rapportent à l'assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil;

**Considérant** qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente;

**Considérant** toutefois qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux administrateurs et aux membres du collège visé à l'article L1523-24, les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause;

**Considérant** que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

**Considérant** qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil communal les points 2, 3, 4, 7 et 8 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'I.G.R.E.T.E.C.;

**Décide d'approuver à l'unanimité :**

- **le point 2 de l'ordre du jour, à savoir :** La création d'un secteur « participations énergétiques ».
- **le point 3 de l'ordre du jour, à savoir :** Les modifications statutaires.
- **le point 4 de l'ordre du jour, à savoir :** L'augmentation du capital d'I.G.R.E.T.E.C. par l'apport en nature des parts détenues en I.P.F.H. par les villes et communes associées aux secteurs 2 et 5 d'I.G.R.E.T.E.C. et rémunération de l'apport.
- **le point 7 de l'ordre du jour, à savoir :** Les comptes annuels consolidés arrêtés au 31.12.2007.
- **le point 8 de l'ordre du jour, à savoir :** La décharge à donner aux membres du Conseil d'administration, du Comité de surveillance et du Collège des Contrôleurs aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2007.

**Le Conseil décide,**

- de charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal en sa séance du 17/06/2008;
- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

**Copie de la présente délibération sera transmise :**

- à l'Intercommunale I.G.R.E.T.E.C., boulevard Mayence n°1 à 6000 Charleroi, pour le 23/06/2008 au plus tard;
- au Gouvernement Provincial;
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

-----

**8. I.E.H. – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 25 JUIN 2008 –**  
**APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Considérant** l'affiliation de la commune à l'Intercommunale I.E.H.;

**Considérant** les dispositions du Code de la Démocratie locale;

**Considérant** que la commune doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal;

**Considérant** qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale I.E.H. du 25 juin 2008;

**Considérant** que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points 1, 3 et 4 de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

**Considérant** qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les points 1, 3 et 4 de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale I.E.H.;

**Décide d'approuver à l'unanimité :**

**\* le point 1° de l'ordre du jour, à savoir :**

Projet NETWAL – Restructuration du secteur de la distribution :

- 1.1. Ratifier le Mémoire d'Entente entre Intermixt et Electrabel;
- 1.2. Adhérer aux statuts et à la charte de gouvernance d'entreprise de NETWAL;
- 1.3. Confier l'exploitation opérationnelle et journalière des activités de l'intercommunale à la société NETWAL;
- 1.4. Approuver la convention d'associés entre Electrabel et les GRD mixtes wallons;
- 1.5. Prendre une participation de 26,09% au capital de la société NETWAL;
- 1.6. Approuver la convention de cession de parts sociales;
- 1.7. Approuver les modifications statutaires;

**\* le point 3° de l'ordre du jour, à savoir :**

Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2007;

**\* le point 4° de l'ordre du jour, à savoir :**

Décharge à donner aux membres des organes de gestion et de contrôle et au Réviseur d'entreprises pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2007;

**Le Conseil décide,**

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 17/06/2008;
- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

**Copie de la présente délibération sera transmise :**

- à l'Intercommunale IGRETEC, gestionnaire de l'Intercommunale I.E.H. (boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI), comme le prévoit les statuts, au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale, soit **pour le 18 juin 2008;**
- au Gouvernement provincial;
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

-----

## **9. I.G.H. – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 25 JUIN 2008 –** **APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Considérant** l'affiliation de la commune/ville à l'Intercommunale I.G.H.;

**Considérant** les dispositions du Code de la Démocratie locale;

**Considérant** que la commune doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal;

**Considérant** qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale I.G.H. du 25 juin 2008;

**Considérant** que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points 2, 3 et 4 de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

**Considérant** qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les points 2,3 et 4 de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale I.G.H.;

**Décide d'approuver à l'unanimité :**

\* **le point 2° de l'ordre du jour, à savoir :**

Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2007;

\* **le point 3° de l'ordre du jour, à savoir :**

Décharge à donner aux membres des organes de gestion et de contrôle et au Réviseur d'entreprises pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2007;

\* **le point 4° de l'ordre du jour, à savoir :**

Projet NETWAL – Restructuration du secteur de la distribution – Approbation :

- 4.1. Ratifier le Mémoire d'Entente entre Intermixt et Electrabel;
- 4.2. Adhérer aux statuts et à la charte de gouvernance d'entreprise de NETWAL;
- 4.3. Confier l'exploitation opérationnelle et journalière des activités de l'intercommunale à la société NETWAL;
- 4.4. Approuver la convention d'associés entre Electrabel et les GRD mixtes wallons;
- 4.5. Prendre une participation de 26,09% au capital de la société NETWAL;
- 4.6. Approuver la convention de cession de parts sociales;
- 4.7. Approuver les modifications statutaires;

**Le Conseil décide,**

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 17/06/2008;

- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

**Copie de la présente délibération sera transmise :**

- à l'Intercommunale IGRETEC, gestionnaire de l'Intercommunale I.G.H. (boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI), comme le prévoit les statuts, au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale, soit **pour le 18 juin 2008;**
- au Gouvernement provincial;
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

-----

**10. I.P.F.H. – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 24 JUIN 2008 –  
APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Considérant** l'affiliation de la commune à l'Intercommunale I.P.F.H.;

**Considérant** les dispositions du Code de la Démocratie locale;

**Considérant** que la commune doit être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal;

**Considérant** qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale I.P.F.H. du 24 juin 2008;

**Considérant** que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points 1, 2 et 4 de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

**Considérant** qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les points 1, 2 et 4 de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale I.P.F.H.;

**Considérant** qu'il convient de mettre également au suffrage du Conseil Communal la décision de réalisation d'un apport en nature des parts de l'I.P.F.H. à l'intercommunale IDEA;

**Décide d'approuver à l'unanimité :**

**\* le point 1.a. de l'ordre du jour, à savoir :**

Apport en nature du secteur « participations électricité et gaz » d'IDETA à l'I.P.F.H.;

**\* le point 1.b. de l'ordre du jour, à savoir :**

Augmentation de capital variable par intégration des capitaux propres;

Suite à cette opération les parts suivantes seront attribuées à JURBISE



I.P.F.H. secteur	Nombre de parts	Valeur
VI	4 798	119 950 €
TOTAL	4 798	119 950 €

\* **le point 1.c. de l'ordre du jour, à savoir :**

Cession de parts entre associés;

Dans le cadre de la restructuration de l'I.P.F.H., le conseil doit dès lors se prononcer sur l'apport en nature des parts de l'I.P.F.H. suivantes :

I.P.F.H. secteur	Nombre de parts	Valeur
VI	4 798	119 950 €
TOTAL	4 798	119 950 €

à l'intercommunale IDEA;

\* **le point 1.d. de l'ordre du jour, à savoir :**

Modifications statutaires;

\* **le point 2. de l'ordre du jour, à savoir :**

Comptes annuels consolidés au 31 décembre 2007;

\* **le point 4. de l'ordre du jour, à savoir :**

Décharge à donner aux membres des organes de gestion et de contrôle ainsi qu'au réviseur pour l'exercice de leur mandat au cours de l'année 2007 ;

**Le Conseil décide,**

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 17/06/2008;
- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération;
- de charger l'Intercommunale I.P.F.H. de réaliser les opérations nécessaires relatives au point 1.c. de l'ordre du jour pour notre commune.

**Copie de la présente délibération sera transmise :**

- à l'Intercommunale I.P.F.H. (boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI), comme le prévoit les statuts, au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale, soit pour le 17 juin 2008;
- à l'intercommunale IDEA;
- au Gouvernement provincial;
- au Ministre régional de tutelle sur les intercommunales.

-----

## **11. I.D.E.A. – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 25 JUIN 2008 –** **APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le décret du 19 juillet 2006 modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes;

**Considérant** l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale IDEA;

**Considérant** que la Commune a été mise en mesure de délibérer par courrier du 20 mai 2008;

**Considérant** que la Commune doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal;

**Considérant** qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale IDEA du 25 juin 2008;

**Considérant** que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'assemblée générale adressé par l'IDEA ;

**Considérant** que les délégués rapportent à l'assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil et qu'à défaut de délibération du conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente;

**Considérant** toutefois qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux administrateurs et aux membres du collège des contrôleurs aux comptes et les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause ;

- **Considérant** que le **premier point** inscrit à l'ordre du jour porte sur le rapport d'activité du Conseil d'Administration pour l'exercice 2007;

**Considérant** qu'en date du 14 mai 2008, le Conseil d'Administration a approuvé le projet de rapport d'activité et qu'un courrier a été adressé à tous les conseillers communaux les informant que le projet de rapport d'activité est consultable sur le site Web de l'IDEA ou disponible sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du décret du 19 juillet 2006 relatif aux modes de coopération entre communes;

- **Considérant** que les **deuxième, troisième et quatrième points** inscrits à l'ordre du jour portent sur la présentation et l'approbation du Bilan et du compte de Résultats et sur le rapport du Réviseur;

**Considérant** que le Conseil communal a pris connaissance de l'ensemble des documents relatifs aux Bilans et aux comptes de Résultats 2007 et qu'un courrier a été adressé à tous les conseillers communaux les informant que ces documents sont consultables sur le site Web de l'IDEA ou disponibles sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du décret du 19 juillet 2006 relatif aux modes de coopération entre communes;

- **Considérant** que le **cinquième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la décharge à donner aux administrateurs et au Réviseur;

**Considérant** qu'en effet, conformément à l'article 23 des statuts de l'IDEA, l'Assemblée générale est invitée à donner, par un vote spécial, décharge de leur mission pour l'exercice 2007, aux administrateurs et au Réviseur;

- **Considérant** que le **sixième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la détermination des tarifs applicables dans le cadre de diverses prestations pour les communes associées à l'IDEA;

**Considérant** que les Conseils d'Administration des 20 février 2008 et 14 mai 2008 ont approuvé les tarifs dont question sous objet et se rapportant aux rémunérations :

- d'assistance à la maîtrise d'ouvrage;
  - des missions d'auteur de projet : voiries et places publiques, architecture, stabilité et techniques spéciales;
  - de surveillance des travaux;
  - des missions de coordination projet et chantier;
  - pour l'établissement de plans d'emprises, bornages et des négociations;
- **Considérant** que le **septième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'augmentation de capital du secteur II suite à l'affiliation au secteur Propreté Publique (parcs à conteneurs et collectes sélectives) de la commune de Seneffe qui, par délibération de son Conseil communal du 4 février 2008, a décidé de s'affilier au secteur II Propreté Publique de l'IDEA et de confier la gestion de son parc à conteneurs ainsi que les collectes sélectives soit 2 activités sur 3 (à l'exception de la collecte des ordures ménagères) et ce avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2008;

**Considérant** que conformément aux dispositions statutaires et sur base de la population de cette commune au 1<sup>er</sup> janvier 2007, la souscription relative à cette affiliation correspond à 2.943 parts de 25 € soit une participation au capital du secteur II de 73.575 €;

**Attendu** que la libération du capital se fera à concurrence de 25 % par an et débutera rétroactivement le 1<sup>er</sup> janvier 2008;

- **Considérant** le que **huitième point** porte sur les modifications statutaires ;

**Considérant** qu'en effet, à la suite de la cession de l'activité câble à l'intercommunale NewIco et à l'adoption du plan stratégique comprenant entre autres enjeux de porter des projets en matière de développement durable, d'énergie et plus spécifiquement d'énergie verte ainsi que de fédérer les intérêts des villes et communes dans ces domaines

particuliers au sein du secteur Participations de l'IDEA, il est nécessaire d'adapter les statuts de l'Intercommunale notamment en ce qui concerne :

- l'objet social;
  - la suppression du secteur télédistribution et la création de 3 sous-secteurs au sein du secteur Participations;
  - l'intégration, dans les statuts, de la création d'un Comité d'Audit;
  - la distribution de dividendes et d'acomptes sur dividendes aux communes.
- **Considérant** le que **neuvième point** porte sur l'augmentation de la partie variable du capital par apport en nature des parts détenues par les associés en IPFH;

**Considérant** que l'Assemblée générale de l'intercommunale I.P.F.H qui se réunira le 24 juin prochain aura à son ordre du jour :

- différentes modifications statutaires comprenant notamment la reconnaissance des intercommunales IDEA, IDETA et IGRETEC en tant qu'associés sans souscription de parts;
- un projet d'augmentation de la partie variable du capital par intégration des fonds propres (réserves et plus-values);

**Considérant** que les parts Z résultant de cette opération auront une valeur de 25 € et seront attribuées aux associés communaux par secteur au prorata des parts historiques de chaque associé ; que les villes et communes associées au secteur Participations de l'IDEA feront alors l'apport de ces parts Z à ce secteur en IDEA et que cette cession requalifiera en IPFH les parts Z des communes en parts Y ouvrant le droit aux dividendes de l'IPFH;

**Considérant** que suite à cet apport, l'IDEA disposera de 48,14 % de l'augmentation de la partie variable du capital de l'IPFH, soit 4.887.226 parts;

**Considérant** qu'en rémunération de l'apport dont question ci-avant, une augmentation de la partie variable du capital sera réalisée au sein du secteur Participations de l'IDEA;

**Considérant** que la rémunération d'une part Y de 25 € de l'IPFH apportée en IDEA sera d'une part A bis de 25€ du secteur Participations et que le rapport d'échange est donc de 1 pour 1;

**DECIDE d'approuver à l'unanimité:**

**Article 1er :**

- le rapport d'activité 2007.

**Article 2 :**

- les comptes 2007.

**Article 3 :**

- de donner décharge aux Administrateurs et au Réviseur pour l'accomplissement de leur mission au cours de l'exercice 2007.

**Article 4:**

- les tarifs relatifs aux rémunérations :

- d'assistance à la maîtrise d'ouvrage;
- pour les missions d'auteur de projet : voiries et places publiques, architecture, stabilité et techniques spéciales;
- du service de surveillance des travaux ;
- de la mission de coordination projet et chantier;
- pour plans d'emprises, bornages et négociations;

**Article 5 :**

- l'affiliation au 1<sup>er</sup> janvier 2008 de la commune de Seneffe au secteur Propreté publique pour les activités de gestion des parcs à conteneurs et des collectes sélectives et l'augmentation de capital y afférente à savoir 2.943 parts à 25 € soit 73.575 €.

**Article 6 :**

- le rapport spécial du Conseil d'Administration sur la modification de l'objet social établi en conformité de l'article 413 du Code des sociétés;
- d'approuver les modifications statutaires;

**Article 7 :**

- d'approuver, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale d'IPFH du 24 juin 2008 :
  - l'apport en nature des 4.798 parts détenues par la commune dans les différents secteurs de l'IPFH au sein du secteur Participations de l'IDEA;
  - la participation du "secteur Participations" de l'IDEA au capital de l'IPFH découlant de l'apport en nature;
  - la rémunération de l'apport en nature de la commune par 4.798 parts A bis nouvellement créées en IDEA;
  - le rapport spécial du Conseil d'Administration de l'IDEA conformément à l'article 423 du Code des Sociétés.

**Le Conseil décide,**

- de charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal en sa séance du 17/06/2008;
- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

**Copie de la présente délibération sera transmise :**

- à l'Intercommunale I.D.E.A. pour le 23/06/2008 au plus tard;
- au Gouvernement Provincial;
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

-----

**12. I.D.E.T.A. – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 25 JUIN 2008 –  
APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale IDETA;

**Considérant** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Considérant** que la Commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal désignés lors du Conseil Communal du 13 mars 2007;

**Considérant** qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale Ordinaire d'IDETA le 19 décembre 2007;

**Considérant** que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise reçue par courrier recommandé;

**Vu** l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à savoir :

1. Rapport d'activités 2007 du Conseil d'administration consolidé
2. Bilan et compte de résultats 2007 - Consolidés
3. Rapport du Commissaire - Réviseur
4. Décharge aux administrateurs et commissaires
5. Modifications statutaires
6. Démissions et admissions d'administrateurs
7. Désignation des représentants du Secteur "Crématorium"
8. Rapports spécifiques sur les prises de participations
  - 8.1. EGPW - Retrait pour information
  - 8.2. SOCOFE - Retrait pour information
  - 8.3. Publi-T
9. Présentation de l'asbl Wallonie picarde
10. Divers

**Considérant** qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal, les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale d'IDETA;

**Décide d'approuver à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

- le point n° 1 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Intercommunale IDETA :  
Rapport d'activités 2007 du Conseil d'administration consolidé.
- le point n° 2 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Intercommunale IDETA.  
Bilan et compte de résultats 2007.
- le point n° 3 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Intercommunale IDETA.  
Rapport du Commissaire – Réviseur.
- le point n° 4 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Intercommunale IDETA.  
Décharge aux administrateurs et commissaires.
- le point n° 5 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Intercommunale IDETA.  
Modifications statutaires.

- le point n° 6 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Intercommunale IDETA. Démissions et admissions d'administrateurs.
- le point n° 7 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Intercommunale IDETA. Désignation des représentants du Secteur "Crématorium".
- le point n° 8 - 8.1. - 8.2. - 8.3. de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Intercommunale IDETA.

Rapports spécifiques sur les prises de participations - EGPW - Retrait pour information - SOCOFE - Retrait pour information - Publi-T.

- le point n° 9 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Intercommunale IDETA Présentation de l'asbl Wallonie picarde.
- le point n° 10 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Intercommunale IDETA.

Divers.

## **Article 2 :**

Les délégués représentant la Commune de Jurbise, désignés par le Conseil Communal du 19 décembre 2007, seront chargés lors de l'Assemblée générale du mercredi 25 juin 2008, de se conformer à la volonté exprimée par la présente assemblée.

## **Article 3 :**

- La présente résolution sera transmise pour information à Monsieur le Président de l'Intercommunale IDETA, à Madame/Monsieur la(le) Receveuse(eur) Communal(e) ainsi qu'au département administratif.
- au Gouvernement provincial.
- au Ministre régional de tutelle sur les intercommunales.

-----

## **13. I.T.R.A.D.E.C. – ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 26 JUIN 2008 – APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** l'affiliation de la Commune à l'ITRADEC;

**Vu** les dispositions de la Nouvelle Loi communale et le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

**Vu** le décret relatif aux intercommunales wallonnes promulgué par le Gouvernement wallon le 05.12.1996,

**Vu** le décret du 19.07.2006 modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et en particulier son article L1523-12,

**Décide d'approuver à l'unanimité :**

## **Article 1<sup>er</sup> :**

- **le point 1 de l'ordre du jour, à savoir :**  
Désignation des scrutateurs.
- **le point 2 de l'ordre du jour, à savoir :**  
Modification statutaire.
- **le point 3 de l'ordre du jour, à savoir :**  
Approbation du procès-verbal de la présente assemblée.

## **Article 2 :**

- La présente délibération sera transmise à l'intercommunale ITRADEC, rue du Champ de Ghislage 1 – 7021 HAVRE – Fax : 065/87.90.80.
- au Gouvernement provincial.
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

-----

## **14. I.T.R.A.D.E.C. – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 26 JUIN 2008 – APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** l'affiliation de la Commune à l'ITRADEC;

**Vu** les dispositions de la Nouvelle Loi communale et le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

**Vu** le décret relatif aux intercommunales wallonnes promulgué par le Gouvernement wallon le 05.12.1996;

**Vu** le décret du 19.07.2006 modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et en particulier son article L1523-12,

### **Décide d'approuver à l'unanimité :**

## **Article 1<sup>er</sup> :**

- **le point 1 de l'ordre du jour, à savoir :**  
Désignation des scrutateurs.
- **le point 2 de l'ordre du jour, à savoir :**  
Démission et remplacement d'un administrateur - ratification.
- **le point 3 de l'ordre du jour, à savoir :**  
Recommandation à l'Assemblée générale pour la fixation des indemnités de fonction du Président et des autres membres du Comité de gestion et jetons de présence attribués aux administrateurs à dater du 1<sup>er</sup> juillet 2008 – examen – décision.
- **le point 4 de l'ordre du jour, à savoir :**  
Rapport de gestion pour l'exercice 2007 – bilan et compte de résultats – rapport du Collège des contrôleurs aux comptes – Affectation du résultat de l'exercice écoulé.



- **le point 5 de l'ordre du jour, à savoir :**

Décharge à donner aux administrateurs et au Collège des contrôleurs aux comptes.

- **le point 6 de l'ordre du jour, à savoir :**

Approbation du procès-verbal de la présente assemblée.

**Article 2 :**

- La présente délibération sera transmise à l'intercommunale ITRADEC, rue du Champ de Ghislage 1 – 7021 HAVRE – Fax : 065/87.90.80.
- au Gouvernement provincial.
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

-----

**15. C.I.S.C.M. – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 24 JUIN 2008 –**  
**APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Considérant** l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale C.I.S.C.M.;

**Considérant** les dispositions du Code de la Démocratie locale;

**Considérant** que la Commune doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal;

- qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune à l'assemblée générale de l'intercommunale C.I.S.C.M. du 24 juin 2008;
- que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;
- qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal le point de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale C.I.S.C.M.;

**Décide d'approuver à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

- le point 1 de l'ordre du jour :

Rapport de gestion du CISCN;

- le point 2 de l'ordre du jour :

Présentation des comptes de l'exercice 2007 – Rapport des commissaires et du commissaire réviseur;

- le point 3 de l'ordre du jour :

Approbation des comptes;

- le point 4 de l'ordre du jour :  
Décharge à donner aux Administrateurs, aux commissaires et au commissaire réviseur pour l'exercice social écoulé;
- le point 5 de l'ordre du jour :  
Désignation d'un nouveau Commissaire réviseur;
- le point 6 de l'ordre du jour :  
Fixation du jeton de présence à allouer Administrateurs;
- le point 7 de l'ordre du jour :  
Fixation de l'indemnité à allouer à la Présidente du Conseil d'Administration;
- le point 8 de l'ordre du jour :  
Augmentation des honoraires des médecins rémunérés à la prestation;
- le point 9 de l'ordre du jour :  
Fixation du montant de la cotisation des membres associés pour l'année sociale à venir;
- le point 10 de l'ordre du jour :  
Approbation du procès-verbal de la présente séance;

**Article 2 :**

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 17/06/2008;

**Article 3**

- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

**Copie de la présente délibération sera transmise:**

- à l'Intercommunale C.I.S.C.M.;
- au Gouvernement provincial;
- au Ministre Régional de tutelle sur les Intercommunales.

-----

**16. C.H.U. AMBROISE PARE – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 26 JUIN 2008 - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Considérant** l'affiliation de la commune à l'Intercommunale CHU Ambroise Paré;

**Considérant** le les dispositions du Code de la Démocratie locale ;

**Considérant** que la commune doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal;

**Considérant** qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale CHU Ambroise Paré. du 26 juin 2008;

**Considérant** que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

**Considérant** qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les points de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale CHU Ambroise Paré;

**Décide d'approuver à l'unanimité :**

- **le point 1 de l'ordre du jour :**  
Approbation du procès-verbal de la séance du 21 décembre 2007;
- **le point 2 de l'ordre du jour :**  
Remplacement d'un représentant démissionnaire;
- **le point 3 de l'ordre du jour :**  
Rapport annuel de gestion – année 2007;
- **le point 4 de l'ordre du jour :**  
Présentation des comptes relatifs à l'exercice 2007;
- **le point 5 de l'ordre du jour :**  
Rapport du Commissaire réviseur;
- **le point 6 de l'ordre du jour :**  
Rapport du Collège des Contrôleurs;
- **le point 7 de l'ordre du jour :**  
Approbation des comptes 2007;
- **le point 8 de l'ordre du jour :**  
Décharge aux Administrateurs;
- **le point 9 de l'ordre du jour :**  
Décharge aux membres du Collège des Contrôleurs;
- **le point 10 de l'ordre du jour :**  
Décharge au Commissaire réviseur;

**Le Conseil décide,**

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 17/06/2008.
- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

**Copie de la présente délibération sera transmise :**

- à l'Intercommunale CHU Ambroise Paré;
- au Gouvernement provincial;
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

-----

## **17. INTERDICTION DU SYSTEME « ANTI-JEUNES » APPELE LE « MOSQUITO »- APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Considérant** qu'un nouveau système « anti-jeunes » appelé le « Mosquito » a fait son apparition en Belgique;

**Considérant** que ce système émet des sons aigus uniquement perceptibles par les jeunes oreilles dont les conséquences sur la santé n'ont pas été étudiées;

**Considérant** que ce boîtier est commercialisé par une entreprise britannique et a déjà fait son entrée sur le territoire belge;

**Considérant** que ce système va à l'encontre même de la Politique communale mise en place pour la Jeunesse, à savoir, la volonté de leur donner des espaces d'information, d'expression et d'actions en tant que citoyens à part entière;

**Considérant** que ce système constitue une atteinte à la Convention Internationale des Droits de l'Enfant;

Art.2.2. Les Etats parties prennent toutes les mesures appropriées pour que l'enfant soit effectivement protégé contre toutes formes de discrimination ou de sanction motivées par la situation.

Art.3.3. Les Etats parties veillent à ce que le fonctionnement des institutions, services et établissements qui ont la charge des enfants et assurent leur protection soit conforme aux normes fixées par les autorités compétentes, particulièrement dans le domaine de la sécurité et de la santé et en ce qui concerne le nombre et la compétence de leur personnel ainsi que l'existence d'un contrôle approprié.

Art.19.1. Les Etats parties prennent toutes les mesures législatives, administratives, sociales et éducatives appropriées pour protéger l'enfant contre toutes formes de violence, d'atteinte ou de brutalités physiques ou mentales, d'abandon ou de négligence, de mauvais traitements ou d'exploitation, y compris la violence sexuelle, pendant qu'il est sous la garde de ses parents ou de l'un d'eux, de son ou ses représentants légaux ou de toute autre personne à qui il est confié.

Ces mesures de protection comprendront, selon qu'il conviendra, des procédures efficaces pour l'établissement de programmes sociaux visant à fournir l'appui nécessaire à l'enfant et à ceux à qui il est confié, ainsi que pour d'autres formes de prévention, et aux fins d'identification, de rapport, de renvoi, d'enquête, de traitement et de suivi pour les cas de mauvais traitements de l'enfant décrits, ci-dessus, et comprendre également, selon qu'il conviendra, des procédures d'intervention judiciaire;

Sur proposition du Collège Communal du 26 mai 2008;

**DECIDE : à l'unanimité**

**Article 1er :** De respecter la convention des droits de l'enfant.

**Article 2 :** Les mesures adéquates soient prises pour interdire l'installation de ces appareils sur le territoire de la Commune.

**Article 3 :** De demander aux Gouvernements Fédéral, Régionaux et Communautaires d'interdire la commercialisation de ce produit et au Gouvernement Fédéral de saisir la Commission européenne à ce sujet.

-----

**18. TRAVAUX – ECOLE D'ERBISOEUL – REMPLACEMENT DE BATIMENTS  
PREFABRIQUES – CAHIER SPECIAL DES CHARGES, PLANS, METRES ET  
DEVIS ESTIMATIF, FIXATION DU MODE DE PASSATION DU MARCHE ET  
DES CRITERES DE SELECTION QUALITATIVE - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu la nécessité de procéder au remplacement de bâtiments préfabriqués à l'école d'Erbisoeul;

Vu la circulaire du Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces datée du 29.05.2007 (réf. PHD/ns 2007.586);

Vu la réforme des deux programmes de travaux à caractère urgent (PU et PTPN) aux infrastructures scolaires institués par le décret du 14.06.2001 et modifié par le décret du 12.07.2001;

Vu le Programme Prioritaire de Travaux (PPT) en faveur des bâtiments scolaires institué par le décret du 16.11.2007 et organisant la fusion des programmes précités;

Vu l'avis favorable émis par le Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces en date du 14.11.2007 sur le projet de remplacement de bâtiments préfabriqués à l'école d'Erbisoeul au montant de 238.000,00 EUR T.V.A. comprise;

Vu l'inscription budgétaire d'un montant de 237.705 EUR T.V.A.C. à l'article 722/72360 du budget de l'exercice 2008;

Vu le projet dressé par le Bureau d'Architecture J.M. Meunier s.p.r.l. à Jurbise et portant sur un montant estimatif de 237.000, - EUR T.V.A.C. subsidiable par le Ministère de la Communauté Française;

Attendu qu'il y a lieu d'approuver les plans, le cahier spécial des charges, le métré ainsi que le devis estimatif, de fixer le mode passation de marché et les critères de sélection qualitative;

Vu la loi du 24.12.1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (M.B. du 22.01.1994);

Vu l'arrêté royal du 08.01.1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (M.B. du 26.01.1996);

Vu l'arrêté royal du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (M.B. du 18.10.1996);

Vu la loi 16.06.2006 relative à l'attribution, à l'information aux candidats et soumissionnaires et au délai d'attente concernant les marchés publics et certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

**DECIDE d'approuver à l'unanimité :**

Article 1er. - Les plans, le cahier spécial des charges, le métré ainsi que le devis estimatif au montant de 237.000,00 EUR T.V.A. comprise pour le remplacement de bâtiments préfabriqués à l'école d'Erbisoeul.

Article 2. - De fixer le mode de passation de marché par adjudication publique.

Article 3. - De fixer les critères de sélection qualitative comme suit;

Agréation : catégorie D, Classe 2 sur base de l'estimation.

Enregistrement : Le soumissionnaire doit être enregistré.

Documents à fournir :

- Certificat d'agréation en catégorie D, classe 2 ou les documents établissant la preuve que les conditions fixées par la loi du 20.03.1991.
- Certificat d'enregistrement.
- Attestation d'O.N.S.S. conforme aux dispositions de l'article 90§3 ou §4 de l' A.R. du 08.01.1996. relatif aux marchés publics.

Article 4. - De solliciter les subventions auprès du Ministère de la Communauté Française.

Article 5. - De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur pour disposition.

-----

**19. TRAVAUX – MARCHE DE FOURNITURE – ACQUISITION D'UNE VISSEUSE-PERCEUSE PROFESSIONNELLE SUR BATTERIE – RATIFICATION DE LA DECISION DU COLLEGE COMMUNAL DU 02 JUIN 2008**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Attendu que la visseuse-perceuse de marque Hilti a été égarée lors du fléchage des « Journées Week-End Wallonie Bienvenue »;

Attendu que ce matériel d'équipement, utilisé fréquemment par le Service des - Travaux, est une machine indispensable pour effectuer les travaux d'entretien estival des bâtiments communaux;

Considérant que le montant estimé, hors taxe sur la valeur ajoutée, du marché dont il est question à l'alinéa qui précède s'élève approximativement à 726,00 EUR TVAC;

Vu l'inscription budgétaire de 17.000,00 € à l'article 421/74451.2008 du budget extraordinaire de l'exercice 2008 approuvé par le Conseil Communal, en sa séance du 11 décembre 2007;

Attendu qu'en séance du 02 juin 2008, le Collège communal a décidé d'approuver le marché public ayant pour objet « Fourniture d'une visseuse-perceuse professionnelle sur batterie » afin d'acquérir le matériel dans les meilleurs délais;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation notamment les articles L1122-30 et L1222-3;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (MB du 22 janvier 1994);

Vu l'Arrêté Royal du 08 janvier 1996 relatif aux marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (MB du 26 janvier 1996);

Vu l'Arrêté Royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (18 octobre 1996);

Vu les prescriptions légales, en matière de marchés publics de fournitures et de services;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu l'urgence;

**DECIDE de ratifier à l'unanimité :**

#### **ARTICLE 1ER.**

La décision du Collège communal du 02 juin 2008, par laquelle celui-ci a décidé d'approuver le marché public ayant pour objet « Fourniture d'une visseuse-perceuse professionnelle sur batterie », afin d'acquérir le matériel dans les meilleurs délais.

#### **ARTICLE 2.**

La présente dépense sous réserve de l'article L1222-4 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

#### **ARTICLE 3.**

D'annexer la présente résolution au mandat relatif à la dépense.

#### **ARTICLE 4.**

De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

---

## **20. QUESTIONS ORALES**

Madame SENECAUT transmet au Secrétaire Communal un modèle d'ordonnance de police, portant sur les Mosquitos et demande à la Présidente d'en tenir compte lors de l'adoption des mesures définitives.

Monsieur MULLER et Monsieur HALLOT questionnent la Présidente sur le Plan Logement 2008-2009.

Mademoiselle GALANT confirme la volonté du Collège Communal de ne pas y souscrire et signale qu'un courrier a été adressé au Ministre ANTOINE.

Madame DELHAYE-DEBAUQUE fait remarquer que les cyclistes ne peuvent pas remonter la rue de la Gare, elle demande au Collège Communal de remédier à la situation.

---

**HUIS CLOS**

...